

BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

DECRET N° 2015- 1328 /PRES-TRANS/PM/MEF
portant ouverture de crédits au Titre 4 du Budget
de l'Etat, Gestion 2015 à titre d'avances.

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION,
PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

Ni 844 N° 01083

Vu la Constitution ;
Vu la charte de la transition ;
Vu le décret n°2014-001/PRES-TRANS du 18 novembre 2014 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n°2015-892/PRES-TRANS/PM du 19 juillet 2015 portant remaniement du Gouvernement ;
Vu la Loi n° 006- 2003 /AN du 24 janvier 2003 relative aux Lois de Finances et son ~~modificatif~~ ;
Vu le Décret N°2005-255/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant règlement général sur la comptabilité publique et son ~~modificatif~~ ;
Vu le Décret N°2005-256/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime juridique applicable aux comptables publics et son ~~modificatif~~ ;
Vu le Décret N°2005-257/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime des ordonnateurs et des administrateurs de crédits de l'Etat et des autres organismes publics et son modificatif ;
Vu le Décret N°2005-258/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant modalités de contrôle des opérations financières de l'Etat et des autres organismes publics et son modificatif ;
Vu la Loi N° 001-2014/CNT du 29 décembre 2014 portant loi de finances pour l'exécution du Budget de l'Etat, Gestion 2015 ;

DECRETE

Article 1: Sont ouverts à titre d'avances sur le titre 4 du budget de l'Etat, gestion 2015, des crédits applicables aux imputations mentionnées dans le tableau ci-dessous :

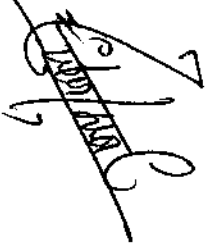
TITRE 4 - DEPENSES DE TRANSFERTS COURANTS						
Sec	Chap.	Art.	Par.	Rub.	Libelles	Montant
99					Dépenses Communes Interministérielles	6 559 600 000
99	99109				ELECTIONS	6 559 600 000
		64			Autres transferts courants	6 559 600 000
			649		Autres transferts courants	6 559 600 000
				99	Divers transferts courants	6 559 600 000
TOTAL DES CREDITS OUVERTS AU TITRE 4						
						6 559 600 000

Article 2 : Les crédits ouverts à l'article premier ci-dessus sont soumis à la ratification du Parlement conformément aux dispositions de l'article 42 de la loi N° 006-2003/AN du 24 janvier 2003 relative aux Lois de Finances et son modificatif N°039-2013/AN du 28 novembre 2013.

Article 3 : Le Ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel du Faso.

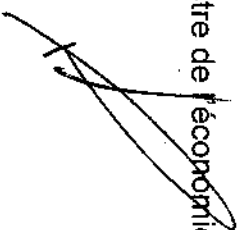
Ouagadougou, le 13 novembre 2015

Le Premier Ministre

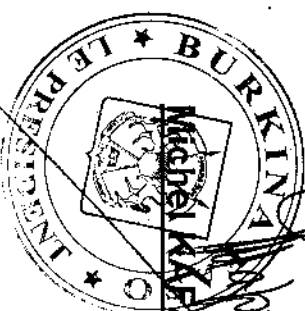


Yacouba Isaac ZIDA

Le Ministre de l'économie et des finances



Jean Gustave SANON



Michel KAFANDO

